



MAISONS-LAFFITTE

**Arrêté temporaire n°A210/2023
Portant réglementation du stationnement**

Contre-allée Remagen (du n°30 au n°46 avenue de Longueil et devant le n° 10 avenue de Longueil) et Contre- allée Newmarket (devant le n°37 avenue Longueil)

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 417-11 ;

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription ;

VU l'arrêté n°241/2020 en date du 3/07/2020 portant délégation de signature à Monsieur KOPELIANSKIS Claude

VU la présence d'animations musicales avenue Longueil dans le cadre de la fête de la musique le 21 juin 2023 ;

CONSIDÉRANT que ces événements ne peuvent se dérouler sans réglementer le stationnement ;

ARRÊTE

Article 1

A compter du **20/06/2023 à 22h00 au 22/06/2023 à 8h00**, le stationnement des véhicules est interdit sur les voies suivantes:

- Contre-allée Remagen (du n°30 au n°46 avenue Longueil).
- Contre-allée Remagen (sur 3 places devant le n°10 avenue Longueil).
- Contre-allée Newmarket (sur 3 places devant le n°37 avenue Longueil).

Le non-respect des dispositions est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate:

Article 2

La Société effectuant la réservation doit contacter la Police Municipale au 08000 78 600, afin d'informer de la mise en place de l'arrêté municipal. La Police Municipale se rendra sur place, afin de constater la mise en place effective. Pour rappel l'arrêté municipal et la pose de panneaux se font 48 heures avant en zone payante et 8 jours avant en zone gratuite.

Article 3

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques.

Article 4

Le Directeur Général des Services, la Police Nationale et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Versailles dans les deux mois à compter des mesures de publicité.

DIFFUSION:

Service du développement Economique

Le Maire

Centre de Secours

Responsable régie voirie propreté

Régie voirie

Police Municipale

Transport Autocar James

CASGBS

Responsable CTM

Secrétariat Général

Responsable Marketing et Commercial- Kéolis

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.